

REPONSE DE GRDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-008 DU 2 AVRIL 2020 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉSEAU POUR LES NOUVELLES DESSERTES AUTOUR DES CANALISATIONS DE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS DE BIOMÉTHANE

Depuis 2019, le développement du biométhane et la réglementation associée¹ autorise GRDF à étendre hors zone de desserte, les réseaux de distribution de gaz pour raccorder des sites d'injection ou poser des canalisations de maillage/renforcement. Parmi les communes traversées par ces canalisations dites « biométhane », nombre d'entre elles ont interrogé GRDF sur les modalités de création de nouvelles DSP pour desservir leurs administrés, des bâtiments publics ou des entreprises locales. Le lancement des procédures d'appels d'offres ne peut être envisagé et aboutir tant que le cadre réglementaire en vigueur relatif aux dessertes de rang N+1 n'a pas évolué pour prendre en compte les problématiques introduites par l'activité biométhane.

GRDF considère que les questions abordées par la CRE dans cette consultation publique sont de nature à permettre de fixer un cadre applicable à une très grande majorité des demandes de raccordement de nouvelles dessertes potentielles à partir d'une canalisation biométhane. En effet, les dispositions et évolutions qu'elle décrit clarifient les règles d'affectation des dépenses de rang 2, la définition du GRD de rang N+1, le périmètre économique (et patrimonial) de ces dessertes, et la tarification du timbre d'injection.

Ainsi, les autorités concédantes auront à l'avenir la possibilité de lancer des appels d'offre de Délégation de Service Public de Gaz Naturel avec un cadre clair et transparent prenant en compte la problématique des canalisations et flux de biométhane.

GRDF estime par ailleurs que toutes les adaptations proposées dans cette consultation pourraient également s'appliquer pour les nouvelles dessertes raccordées à des canalisations biométhane de maillage/renforcement situées hors zone de desserte gaz.

Toutefois, GRDF tient à souligner que ces évolutions ne permettront pas de traiter la totalité des nouvelles configurations de dessertes de rang N+1 raccordées à des canalisations biométhane. Certaines configurations particulières, par exemple les maillages inter-GRD, nécessiteront de poursuivre les adaptations du cadre réglementaire. Pour cela, GRDF propose à la CRE d'instruire ces cas particuliers dans un groupe de travail inter-opérateurs spécifique aux dessertes de rang N+1.

Q1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ? (page 6)

Concernant le traitement tarifaire des nouvelles dessertes construites sur des canalisations de biométhane, la solution préconisée par la CRE apparaît à la fois pragmatique et limite la complexité en maintenant pour l'essentiel les pratiques existantes.

Les dispositions envisagées par la CRE permettent aussi de traiter de façon identique une nouvelle DSP de rang N+1, qu'elle soit raccordée directement à une DSP de rang N ou à une canalisation de biométhane.

¹ Décret n° 2019-665 du 28 juin 2019 relatif aux renforcements des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel nécessaires pour permettre l'injection du biogaz produit ; Délibération N°2019-242, Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 14 novembre 2019 portant décision sur les mécanismes encadrant l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz

Enfin, la solution préconisée par la CRE est probablement la seule praticable sur des maillages entre réseaux existants de grande longueur et sur lesquels plusieurs nouvelles dessertes sont envisageables.

Pour autant la CRE évoque également dans la consultation, le sujet de la « propriété de la canalisation » et de son éventuelle cession. Les modalités techniques et financières d'une cession seraient complexes à établir et de nature à limiter fortement le développement des nouvelles dessertes en milieu rural souhaité par les autorités concédantes.

GRDF est donc favorable aux dispositions tarifaires envisagées par la CRE.

Q2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire sans tenir compte de la production locale) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » disposant d'un ou plusieurs producteurs de biométhane injectant sur leur réseau ?
(page 7)

Dans le cas d'une production de biométhane supérieure à la consommation du GRD aval, une application stricte des textes en vigueur conduirait à un paiement du GRD amont en faveur du GRD aval, ce qui serait une situation aberrante. En effet, la canalisation entre les GRD de rang 1 et 2 (schéma 1) avait été dimensionnée de façon à couvrir les consommations du GRD de rang 2 avant le raccordement du producteur de biométhane : ce sont donc bien ces consommations qui doivent être prises en compte dans la facturation qui permet de couvrir les charges afférentes à l'entretien de la canalisation de raccordement.

Dans le cadre du schéma 3 (nouvelle DSP se raccordant sur une canalisation biométhane), cela pourrait représenter un effet d'aubaine pour la DSP si elle ne se voyait facturer que ses consommations nettes de la production de biométhane (intérêt à attendre que la canalisation de biométhane soit construite pour ensuite pouvoir s'y raccorder). En outre, la DSP de rang N se devant d'alimenter la DSP de rang N+1 en cas de défaillance de la production de biométhane ou même simplement d'arrêt provisoire de l'installation pour maintenance (continuité d'alimentation), la DSP de rang N+1 se doit de payer cette sécurité d'approvisionnement à la DSP de rang N.

Enfin, la facturation à la DSP de rang N+1 ne doit pas dépendre de l'ordre des différents raccordements mais bien de la façon dont le réseau est dimensionné et exploité afin de lui répercuter les coûts générés.

Il est donc nécessaire de traiter de la même façon les DSP de rang N+1 qui bénéficieraient de l'injection de biométhane sur leur réseau qu'elles soient dans le cadre du schéma 1 ou 3.

De plus, sur la durée, la viabilité économique de ces nouvelles dessertes N+1 raccordées sur un réseau de biométhane pourraient être remise en cause, car leur rentabilité serait dépendante en partie de l'évolution des quantités de biométhane injectées, et de la création de nouvelles dessertes à l'amont ou à l'aval. Cela paraît être un risque injustifié à faire peser sur ces dessertes.

GRDF est donc tout à fait favorable à prendre en compte l'assiette des consommations « brutes » de la nouvelle desserte sans tenir compte des flux biométhane, car cela constitue une solution stable pour l'économie de ces DSP.

GRDF souligne qu'une telle disposition impose de pouvoir réaliser un comptage des consommations finales de la desserte via la création d'un ou plusieurs postes disposés aux points d'interface de la

canalisation biométhane et du réseau de la nouvelle desserte ou par tout autre moyen d'échange de données entre les opérateurs concernés. Ce sont bien ainsi les consommations de la DSP qui seront prises en compte et non le transit de gaz sur le territoire de la DSP (qui comprendrait les consommations de la DSP et la part de la production de biométhane transitant sur le territoire).

Enfin, la solution proposée par la CRE (assiette des consommations brutes) est la seule praticable dans le cas de la création d'une nouvelle desserte sur une canalisation de maillage entre réseaux. En effet, dans cette configuration, les flux nets sont susceptibles de varier très fortement dans le temps en fonction du développement de nouveaux sites. Par ailleurs, il n'y a plus de notion d'amont et d'aval, les flux pouvant s'inverser en cours d'année. En outre, ces ouvrages étant financés à 100% par le tarif péréqué de l'opérateur concerné, la perspective d'une facturation du flux au profit de la nouvelle desserte apparaît encore plus aberrante.

Q3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane ? (page 8)

Comme le démontrent parfaitement les différents schémas présentés par la CRE, le développement de nouvelles dessertes serait de fait rendu impossible si en fonction de l'ordre de création de nouvelles DSP les conditions économiques, notamment de facturation de rang N/N+1, pouvaient évoluer dans le temps.

GRDF est donc tout à fait favorable aux dispositions envisagées par la CRE, car elles sont les seules de nature à garantir la stabilité économique de ces dessertes au regard des facturations inter DSP. Cela permet d'assurer un cadre contractuel stable et aux différentes DSPs d'être traitées de la même façon, ce qui est équitable au vu des coûts engendrés.

Par ailleurs, cette solution ne pose aucun problème d'application dans le cas de la création de nouvelles dessertes successives sur une canalisation de maillage entre réseaux existants.

GRDF tient à souligner que ces différentes nouvelles DSP de même rang 2 devront toutes verser au seul GRD de rang 1 leur contribution correspondant à 50% du tarif d'acheminement, calculée sur la base de leur seule consommation : cela permet ainsi de simplifier la gestion en évitant des reversements en cascade de la DSP la « plus aval » à la DSP la « plus amont » et en ne prenant pas en compte les transits de consommation d'une DSP à l'autre.

Q4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un GRD « de rang n+1 », le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ? (page 8)

GRDF est favorable à la proposition de la CRE. En effet, ce terme d'injection permet la couverture des charges d'exploitation liées aux investissements de raccordement (et éventuellement des renforcements de réseaux liés) d'installations de biométhane. Ce terme a été créé pour donner un signal de localisation aux producteurs de biométhane selon les travaux nécessaires effectués sur le réseau. Ne pas appliquer le même terme aux producteurs selon le gestionnaire au réseau duquel le projet est raccordé introduirait une distorsion dans le signal de localisation.